



Assemblée générale

Distr. générale
16 janvier 2018
Français
Original : anglais

Conseil des droits de l'homme

Trente-septième session

26 février-23 mars 2018

Point 3 de l'ordre du jour

**Promotion et protection de tous les droits de l'homme,
civils, politiques, économiques, sociaux et culturels,
y compris le droit au développement**

Rapport du Rapporteur spécial sur la situation des défenseurs des droits de l'homme

Note du secrétariat

Dans le présent rapport, établi en application des résolutions 66/164 et 68/181 de l'Assemblée générale et 16/5 et 25/18 du Conseil des droits de l'homme, le Rapporteur spécial sur la situation des défenseurs des droits de l'homme, Michel Forst, examine la situation globale des personnes qui œuvrent pour la défense des droits de toutes les personnes en déplacement. Le Rapporteur spécial entend attirer l'attention sur la situation difficile de ceux qui font preuve de solidarité envers les personnes en déplacement et qui s'emploient à promouvoir et à protéger leurs droits. Il appelle tous les États et les autres parties prenantes à protéger et à promouvoir les droits des défenseurs des personnes en déplacement et à remédier aux problèmes que ceux-ci rencontrent.



Rapport du Rapporteur spécial sur la situation des défenseurs des droits de l'homme

Table des matières

	<i>Page</i>
I. Introduction	3
II. Méthode	4
III. Définition et cadre normatif	4
A. Définition des personnes en déplacement	5
B. Les défenseurs des droits de l'homme des personnes en déplacement	5
IV. Contexte et environnement hostile	7
A. Contexte	7
B. Environnement hostile	8
V. Causes profondes des violations	9
A. Marchandisation des migrants	9
B. Mesures sécuritaires face à la migration	10
C. Citoyenneté	10
VI. Personnes en déplacement en tant que défenseurs des droits de l'homme	11
A. Déplacements causés par des violations des droits des défenseurs	11
B. Poursuite des activités relatives aux droits de l'homme après un déplacement	12
VII. Défense des droits des personnes en déplacement	15
A. Accès insuffisant aux personnes en déplacement	15
B. Incrimination et stigmatisation des défenseurs des personnes en déplacement	16
C. Intervention d'acteurs non étatiques	17
VIII. Instaurer un environnement propice à la défense des droits des personnes en déplacement	18
A. Conclusions	18
B. Recommandations	19

I. Introduction

1. Il y a à peine deux ans, le corps d'un enfant de 3 ans est venu s'échouer sur une plage près de Bodrum, en Turquie. Sa famille avait fui le conflit armé sanglant qui faisait rage en République arabe syrienne, et l'enfant s'était noyé alors qu'ils cherchaient à se mettre en sécurité. L'opinion publique du monde entier s'est émue de l'image du corps sans vie d'Alan Kurdi, émotion qui a entraîné des manifestations et a atteint son apogée en septembre 2016, lorsque la communauté internationale a réaffirmé son engagement en faveur des personnes en déplacement dans la Déclaration de New York pour les réfugiés et les migrants, adoptée par l'Assemblée générale dans sa résolution 71/1. Pourtant, en dépit de cette mobilisation renouvelée, les personnes, les groupes et les communautés qui défendent les droits des personnes en déplacement ont continué de se heurter à d'immenses obstacles. Les défenseurs des personnes en déplacement ont fait face à des restrictions sans précédent, ont fait l'objet de menaces et de violences, ont été publiquement critiqués et certains même criminalisés. Pour prendre un exemple, des défenseurs qui avaient pris la mer pour porter secours à des personnes en déplacement ont été arrêtés et accusés de trafic d'êtres humains, et leurs bateaux saisis. Le droit des personnes en déplacement à défendre leurs propres droits est encore plus restreint. Les protestations des personnes fuyant la République arabe syrienne contre leurs conditions d'accueil – conditions qui les poussent souvent à poursuivre leur voyage au péril de leur vie – se sont heurtées à l'indifférence des médias et à la violence de la police. Dans un tel contexte d'hostilité, ceux qui cherchent à perpétuer la mémoire d'Alan Kurdi et de toutes les personnes mortes en traversant des frontières ont du mal à faire entendre leur voix, tandis que des cadavres continuent de s'échouer sur des plages, d'être enterrés dans des tombes anonymes ou simplement de disparaître. Cette situation est inadmissible.

2. Dans son rapport présenté au Conseil des droits de l'homme à sa trente-quatrième session (A/HRC/34/52), le Rapporteur spécial a indiqué son intention d'examiner la situation des personnes qui s'emploient à défendre les droits des migrants. Dans le présent rapport, il va au-delà, en se penchant sur la situation globale de ceux qui défendent les droits de toutes les personnes en déplacement. Le Rapporteur spécial s'est rendu compte que le classement restrictif des « migrants » et des « réfugiés » en catégories, ainsi que la distinction que ces catégories perpétuent entre les politiques et le militantisme relatifs à l'une ou à l'autre, font partie du problème que rencontrent les défenseurs dans ce domaine. Plutôt que de fonder ses travaux sur des catégories existantes, comme le font habituellement les parties prenantes concernées, qu'il s'agisse d'organismes des Nations Unies, comme le Haut-Commissariat des Nations Unies pour les réfugiés (HCR), d'organisations de la société civile, comme Amnesty International, d'universitaires ou de juristes, le Rapporteur spécial se référera à une seule catégorie de personnes et de communautés qui ont vécu la même expérience, à savoir les « personnes en déplacement ».

3. Dans son rapport, le Rapporteur spécial entend appeler l'attention sur la situation difficile de ceux qui font preuve de solidarité envers les personnes en déplacement et s'emploient à promouvoir et à protéger leurs droits. Ces défenseurs, qui sont eux-mêmes, pour nombre d'entre eux, des personnes en déplacement, rencontrent une multitude de difficultés, en raison de certains aspects préoccupants des politiques migratoires dans le monde et de la tendance générale à la fermeture de l'espace civique aux défenseurs des droits de l'homme. Il est important de noter que de nombreux défenseurs des droits de l'homme sont contraints de se déplacer en raison des risques que leur fait courir leur activité de défense des droits de l'homme. Ils fuient les menaces et la violence des auteurs des violations des droits de l'homme qu'ils combattent. Pendant leur exil, ils continuent souvent, avec de grandes difficultés, à défendre les droits de l'homme, et se consacrent alors à défendre leurs propres droits en tant qu'exilés et de ceux des autres personnes en déplacement. Dans le même temps, leurs alliés et soutiens rencontrent eux-mêmes des difficultés découlant du lieu même où se trouvent les personnes en déplacement et de la criminalisation et la stigmatisation croissantes de ces personnes et de ceux qui les défendent. L'intervention croissante d'acteurs non étatiques dans les processus migratoires crée également des risques supplémentaires pour les défenseurs des personnes en déplacement.

4. Dans un tel contexte, en sa qualité de Rapporteur spécial sur la situation des défenseurs des droits de l'homme, le titulaire de mandat appelle tous les États et les autres acteurs à protéger et à promouvoir les droits des défenseurs des personnes en déplacement et à remédier aux problèmes que ceux-ci rencontrent dans l'exercice de leur droit fondamental de promotion et de protection des droits de l'homme et des libertés fondamentales universellement reconnus de ces personnes. Le Rapporteur spécial espère que le présent rapport aidera toutes les parties prenantes concernées à atteindre cet objectif important et rappelle qu'il est essentiel de donner aux défenseurs des personnes en déplacement la possibilité d'agir pour prévenir de nouvelles tragédies.

II. Méthode

5. Le présent rapport s'appuie sur des sources d'information primaires et secondaires, à savoir une série de consultations menées auprès d'un grand nombre de parties prenantes, notamment des États, des institutions nationales des droits de l'homme, des experts internationaux, des défenseurs des droits de l'homme et des personnes en déplacement. Le Rapporteur spécial a réalisé, en novembre et décembre 2017, une étude mondiale dans plusieurs langues et a sollicité les contributions de toutes les parties prenantes. Soixante et une parties prenantes, dont l'expérience concernait 48 États, ont répondu. En novembre 2017, le Rapporteur spécial a organisé à l'Université de York une réunion à laquelle étaient présents plus d'une vingtaine de défenseurs des droits de l'homme et d'experts internationaux ayant acquis une expérience et un savoir-faire dans le monde entier. Le rapport s'appuie également sur une abondante littérature concernant les défenseurs des personnes en déplacement, émanant de diverses sources, notamment la société civile et les États, et d'organismes des Nations Unies.

6. Le Rapporteur spécial s'appuie également sur sa propre expérience, à savoir les communications que lui ont adressé des défenseurs des droits de personnes en déplacement qui étaient en danger et les rencontres qu'il a eues avec des défenseurs des droits de l'homme en danger au cours de ses nombreux voyages et en d'autres occasions. Entre juin 2015 et mai 2017, le titulaire de mandat a reçu assez peu de contributions concernant des défenseurs des personnes en déplacement : près de 15 des 472 communications envoyées pendant cette période ont été publiées conjointement avec le Rapporteur spécial sur les droits de l'homme des migrants. Cela fait d'ailleurs longtemps que l'on compte peu de communications concernant des défenseurs de personnes en déplacement. En coopération avec le Rapporteur spécial sur les droits de l'homme des migrants, le Rapporteur spécial entend étudier plus avant les raisons de cette situation et élaborer des méthodes afin de mieux recenser, dans les mois à venir, les communications concernant des défenseurs de personnes en déplacement et inciter ces défenseurs à adresser davantage de communications. Pendant l'élaboration de ce rapport, le Rapporteur spécial a porté une attention particulière aux vues et à la situation des défenseuses des droits de l'homme.

7. Le Rapporteur spécial fait part de sa gratitude aux nombreux défenseurs des droits de l'homme qui ont pris d'immenses risques pour partager leurs témoignages en vue de l'établissement du rapport. Il est également reconnaissant envers le Rapporteur spécial sur les droits de l'homme des migrants, dont la contribution a été précieuse. Il remercie les États et les institutions nationales des droits de l'homme pour leurs contributions, ainsi que le Centre pour les droits de l'homme appliqués de l'Université de York pour l'aide et l'appui apportés lors de l'élaboration du rapport.

III. Définition et cadre normatif

8. Tous les êtres humains ont des droits de l'homme. La Déclaration sur le droit et la responsabilité des individus, groupes et organes de la société de promouvoir et protéger les droits de l'homme et les libertés fondamentales universellement reconnus (Déclaration sur les défenseurs des droits de l'homme)¹ ne fait pas de distinction en raison de la nationalité

¹ Résolution de l'Assemblée générale 53/144, annexe.

ou du statut migratoire : « Chacun a le droit, individuellement ou en association avec d'autres, de promouvoir la protection et la réalisation des droits de l'homme et des libertés fondamentales aux niveaux national et international ». De la même manière, tous les individus relevant de la juridiction d'un État bénéficient de la protection des instruments internationaux qui ont établi les régimes régionaux et internationaux des droits de l'homme, qu'ils soient ou non des nationaux, et quelle que soit la distance qui les sépare de leur lieu de naissance.

A. Définition des personnes en déplacement

9. L'expression « personnes en déplacement » est utilisée pour décrire la situation des diverses populations, personnes et communautés déplacées loin du lieu dont elles sont originaires. Le déplacement est parfois volontaire, les personnes concernées étant en quête de nouveaux horizons économiques ou sociaux ; il peut aussi avoir été causé par un conflit armé, des actes de discrimination ou des violations des droits de l'homme. La frontière entre déplacement volontaire et forcé est en réalité floue, et difficile à établir en raison de la multiplicité des motifs de déplacement. Le large éventail de profils à protéger, de motifs de déplacement et de besoins des groupes et communautés de personnes en déplacement complique encore les choses.

10. Dans le présent rapport, le Rapporteur spécial emploie l'expression « personnes en déplacement » au sens large, afin de désigner à la fois les personnes et les communautés qui se sont déplacées et sont déjà reconnues par le droit international et les politiques internationales et celles qui se trouvent dans la même situation mais échappent aux catégories officiellement reconnues. Les personnes en déplacement comprennent les réfugiés, les migrants internes et internationaux, les personnes déplacées dans leur propre pays, les victimes de trafic et de traite, et les personnes apatrides. Il s'agit aussi de personnes cherchant à rejoindre des membres de leur famille, de communautés autochtones déplacées qui cherchent à regagner leurs terres ancestrales, et toutes celles qui, pour une quelconque raison, se retrouvent dans un endroit qu'elles ne connaissent pas. Les personnes en déplacement peuvent migrer selon un schéma bien établi et prévisible, tel que le travail agricole saisonnier, ou en raison de phénomènes nouveaux et dynamiques, tels que les changements climatiques.

11. Les personnes en déplacement peuvent aussi appartenir à de nombreuses autres catégories : il peut s'agir d'enfants, de mères, de travailleurs ou de personnes handicapées. L'appartenance à certaines de ces catégories peut donner lieu à une protection légale supplémentaire. Toutefois, la combinaison de ces catégories entre elles ou avec d'autres critères, notamment celui du genre, peut entraîner davantage d'isolement et de vulnérabilité pour les personnes, les groupes et les communautés concernés. Toutes les personnes en déplacement ont cependant un point commun : elles se trouvent, individuellement et collectivement, loin de l'endroit où elles vivaient, et dans de nouvelles communautés, de l'autre côté de frontières juridiques, économiques, sociales ou politiques. Les personnes en déplacement représentent un vaste ensemble d'individus et de communautés unis par l'expérience partagée du déplacement.

B. Les défenseurs des droits de l'homme des personnes en déplacement

12. L'expression « défenseur des droits de l'homme » renvoie à des personnes ou à des groupes qui, en leur nom propre ou dans un cadre professionnel, cherchent, d'une manière pacifique, à protéger et à promouvoir les droits de l'homme. Les défenseurs se définissent avant tout par ce qu'ils font et se caractérisent par leurs actions visant à protéger les droits de l'homme. Leur droit d'exercer des droits et libertés fondamentaux tels que la liberté de réunion pacifique et d'association, le droit de participer aux affaires publiques et la liberté d'expression et d'opinion sont fermement ancrés dans le système international des droits de

l'homme. La Charte internationale des droits de l'homme² n'établit aucune distinction sur l'exercice de ces droits³ en raison de la nationalité ou du lieu de naissance.

13. Le Rapporteur spécial a décidé d'adopter une définition large et inclusive des défenseurs qui travaillent pour les droits des personnes en déplacement afin d'y inclure les communautés et les personnes concernées, les avocats, les juges et les universitaires. Il peut également s'agir d'agents de l'État, de fonctionnaires, de membres du secteur privé (de plus en plus souvent employés par les États pour s'occuper de la situation de personnes en déplacement) ou de lanceurs d'alerte. Les défenseurs des droits de l'homme des personnes en déplacement sont souvent des personnes ordinaires qui ont elles-mêmes été déplacées ou ont choisi de migrer, ou encore ont été témoins de la souffrance des personnes en déplacement ; il arrive qu'elles n'aient pas même conscience d'agir en tant que défenseurs des droits de l'homme. Le point commun de ceux qui appartiennent à ce groupe vaste et divers est le recours à des activités pacifiques pour améliorer la situation des personnes en déplacement.

14. Bien que les États aient le droit souverain de déterminer leurs politiques migratoires, ce droit est limité par les obligations qu'ils ont volontairement souscrites en vertu du droit international des droits de l'homme. Quand bien même divers instruments internationaux s'appliquent à certains groupes largement reconnus, tels que les réfugiés et les travailleurs migrants, toutes les personnes en déplacement et leurs alliés ont en commun les mêmes droits de l'homme universels consacrés par la Déclaration universelle des droits de l'homme. Le droit international des droits de l'homme proscrit la discrimination fondée sur la nationalité ; les organes conventionnels responsables de l'interprétation et du suivi de la mise en œuvre des instruments fondamentaux du régime international des droits de l'homme ont clairement établi que les droits consacrés par les traités s'appliquent sans discrimination aux citoyens comme aux non-citoyens et, par extension, que toutes les personnes en déplacement devraient en bénéficier. Si des restrictions peuvent être imposées aux droits des personnes en déplacement, le droit international des droits de l'homme requiert qu'elles répondent à une exigence publique ou sociale pressante, aient un objectif légitime et soient proportionnées à cet objectif. Bien trop souvent, les restrictions faites au droit des personnes en déplacement, ou de leurs défenseurs, de défendre leurs droits ne répondent pas à ces conditions.

15. Certaines personnes en déplacement bénéficient également de droits accordés en vertu de la cause de leur déplacement ou d'autres catégories auxquelles elles appartiennent. Il s'agit notamment, dans le premier cas, des réfugiés, des personnes apatrides, des travailleurs migrants (et des membres de leur famille), des personnes déplacées dans leur propre pays et des victimes de trafic ou de traite, et, dans le second, des femmes, des enfants, de certains groupes raciaux et des personnes handicapées. Ces droits sont consacrés par des traités internationaux et régionaux, et sont de plus en plus fréquemment reconnus comme faisant partie du droit international coutumier.

16. Bien que nombre des normes relatives aux droits des personnes en déplacement et de leurs défenseurs soient internationales, un travail important a été fait par des organisations régionales. Les traités régionaux ont souvent étendu la protection accordée par les traités internationaux, notamment en ce qui concerne les réfugiés et les personnes déplacées dans leur propre pays. En outre, les institutions régionales des droits de l'homme ont joué un rôle important dans l'évolution cohérente du droit international coutumier. À cet égard, la Cour interaméricaine des droits de l'homme et la Commission interaméricaine des droits de l'homme ont rendu des décisions fondamentales dans le domaine des droits des migrants clandestins. L'Organisation internationale du Travail a également joué un rôle essentiel en élaborant des instruments internationaux concernant certains secteurs d'activité qui

² Constituée de la Déclaration universelle des droits de l'homme, du Pacte international relatif aux droits civils et politiques et des protocoles s'y rapportant et du Pacte international relatif aux droits économiques, sociaux et culturels.

³ Seuls trois droits définis dans la Charte des droits de l'homme dépendent de la nationalité : le droit de participer aux affaires publiques et de voter, le droit à la liberté de circulation et, dans certains cas, les droits économiques. Toutes ces exceptions sont d'interprétation stricte. Voir par exemple la résolution 40/144 de l'Assemblée générale.

exploitent fréquemment des travailleurs migrants, comme récemment avec la Convention de 2011 sur les travailleuses et travailleurs domestiques (n° 189), et en consacrant des normes internationales sur les droits des migrants en situation irrégulière.

17. En ce qui concerne le droit international des droits de l'homme, d'une manière plus générale, les droits définis dans la Déclaration sur les défenseurs des droits de l'homme, notamment les libertés fondamentales de réunion, d'expression et d'association, s'appliquent de la même façon à toutes les personnes. Dans son premier paragraphe, la Déclaration réaffirme l'importance que revêt la réalisation des buts et principes énoncés dans la Charte des Nations Unies pour la promotion et la protection de tous les droits de l'homme et de toutes les libertés fondamentales pour tous, dans tous les pays du monde. Selon la Déclaration, les défenseurs des droits de l'homme de tous horizons et travaillant sur tous les types de questions ont le droit de débattre librement et de participer aux négociations concernant les nouveaux cadres et de communiquer avec les institutions nationales et internationales des droits de l'homme. Le droit international des droits de l'homme exige que les États respectent, protègent et réalisent les droits des défenseurs. L'importance du droit de défendre les droits de l'homme des personnes en déplacement a récemment été réaffirmé dans un rapport sur les principes et directives pratiques sur la protection des droits de l'homme des migrants en situation de vulnérabilité (A/HRC/37/34) ; selon le principe 18, les États doivent « respecter et soutenir les activités des défenseurs des droits de l'homme et des autres personnes qui s'efforcent de porter secours et assistance aux migrants ».

18. Une nouvelle évolution importante du cadre normatif concernant les personnes en déplacement est la Déclaration de New York mentionnée plus haut. La communauté internationale négocie actuellement deux pactes mondiaux portant l'un sur les réfugiés et l'autre sur des migrations sûres, ordonnées et régulières. Ces instruments internationaux viseront à consolider les obligations internationales envers les personnes en déplacement et à favoriser l'élaboration de mesures coordonnées plus globales face aux défis que représentent les migrations de masse tant pour les États que pour les personnes en déplacement. Les défenseurs des droits de l'homme n'ont malheureusement pas joué un rôle assez important dans les discussions concernant ces instruments ou le cadre d'action global qui y est associé, les plans d'actions ou les mécanismes de suivi. Le travail des défenseurs constitue un important témoignage de solidarité avec les personnes en déplacement, ainsi que l'a proclamé la Déclaration de New York. Tant les défenseurs des droits des personnes en déplacement que les États et les autres parties prenantes devraient, dans le cadre des négociations en cours, répondre à l'invitation adressée dans la Déclaration aux organisations de la société civile, y compris les organisations de réfugiés et de migrants, à participer à des alliances multipartites pour appuyer les efforts de mise en œuvre des engagements souscrits.

IV. Contexte et environnement hostile

19. Le nombre de personnes en déplacement atteint des niveaux sans précédent et rien n'indique que la tendance pourrait s'inverser. Si ces personnes apportent des ressources sociales et économiques et de nouvelles idées aux communautés qu'elles rejoignent, elles ne sont pas pour autant toujours les bienvenues. En outre, les défenseurs des personnes en déplacement travaillent dans un environnement de plus en plus hostile, caractérisé d'une manière générale par la fermeture de l'espace civique et plus particulièrement par des agressions et des menaces dirigées contre les défenseurs des droits de l'homme. Dans un tel environnement, ils se heurtent à des obstacles particuliers en raison de la nature des causes pour lesquelles ils militent et des activités qu'ils entreprennent ce faisant.

A. Contexte

20. L'époque actuelle a été décrite comme un « âge des migrations » par divers acteurs, qu'il s'agisse d'universitaires ou du Secrétaire général. S'il est vrai que l'histoire de l'humanité est indissociable des migrations, les effets des mouvements migratoires tant sur la communauté internationale que sur les communautés locales partout dans le monde ne se

sont jamais fait autant sentir. Les déplacements des personnes à l'intérieur de la République arabe syrienne et de celles fuyant le pays ont recentré l'attention de la communauté internationale sur la situation difficile des réfugiés et des autres personnes déplacées, dont le nombre total a atteint des niveaux sans précédent depuis la Seconde Guerre mondiale. Les personnes déplacées de force ne représentent cependant qu'un faible pourcentage des 250 millions de personnes vivant dans un pays autre que celui de leur naissance, chiffre qui a augmenté de plus de 40 % depuis 2000. Les migrations touchent toutes les parties du monde et ne cessent d'augmenter dans tous les États et toutes les régions.

21. Si l'on additionne les migrants internationaux aux migrants internes (personnes qui restent dans leur pays d'origine mais vivent loin de leur région de naissance), ce sont plus d'un milliard de personnes qui sont actuellement en déplacement dans le monde. Des États tels que la Colombie, qui compte plus de 7 millions de personnes déplacées à l'intérieur de son territoire même après l'accord de paix récemment signé, font depuis longtemps face à des situations de déplacement interne. D'autres États tels que la Chine, qui connaît une urbanisation et un développement importants, doivent gérer un nombre croissant de migrants internes. Le nombre de migrants internes augmente aussi en raison du développement et de l'urbanisation de nombreuses sociétés. Les communautés qui étaient considérées comme profondément ancrées dans leurs terres il y a quelques dizaines d'années seulement ont été déplacées en raison de vastes projets de développement, de dommages environnementaux et des changements climatiques. Un septième de la population mondiale étant actuellement en déplacement, la migration est en train de devenir un phénomène courant et a un effet profond et durable sur l'organisation de la société et la culture⁴.

22. Malheureusement, l'attitude adoptée face à la migration n'est pas toujours positive. Trop souvent, les acteurs ayant des intérêts bien établis instrumentalisent la migration pour renforcer leur contrôle en suscitant la méfiance à l'égard des nouveaux arrivants et en encourageant des comportements xénophobes. Cela peut accroître le risque de violence sexuelle et sexiste auquel sont exposées les femmes en déplacement (et les défenseuses des droits de l'homme). Des dirigeants politiques font des personnes en déplacement des boucs émissaires et les tiennent pour responsables de problèmes économiques et sociaux qui sont en fait bien plus profonds. La violence xénophobe est parfois instrumentalisée pour influencer sur les résultats d'élections. Trop souvent, les médias se contentent de reproduire et d'amplifier ces récits trop simplistes et mensongers sur les personnes en déplacement. Des États essaient de restreindre l'immigration en imposant une obligation d'enregistrement, en limitant les prestations dont peuvent bénéficier les nouveaux arrivants et en instaurant des contrôles aux frontières, notamment des exigences strictes en matière de résidence et de visas.

B. Environnement hostile

23. Les difficultés rencontrées par les défenseurs des personnes en déplacement naissent dans un contexte plus général de rétrécissement de l'espace dévolu à la société civile. Les défenseurs des droits de l'homme font face à un écheveau complexe de restrictions imposées à leurs activités, qui menace l'existence même de sociétés libres et ouvertes. Bien que chaque agression dirigée contre un défenseur s'inscrive dans un contexte particulier et qu'elle puisse et doive faire l'objet d'une attention particulière, le Rapporteur spécial a acquis la certitude qu'il ne s'agit pas d'actes isolés, mais d'une attaque plus générale et concertée contre celles et ceux qui essaient de faire vivre l'idéal consacré par la Déclaration universelle des droits de l'homme, à savoir l'avènement d'un monde libéré de la terreur et de la misère. Les stratégies employées sont apparentes : elles peuvent aller de lois inspirées d'autres pays qui limitent la liberté des organisations non gouvernementales à des restrictions de l'accès aux ressources en passant par des menaces et des violences dirigées contre les défenseurs dont les activités menacent des intérêts particuliers. À cet égard, la communauté internationale n'a en outre pas tenu compte des préoccupations que le Rapporteur spécial a exprimées à plusieurs reprises depuis l'établissement de son mandat.

⁴ Organisation internationale pour les migrations, « Migration in the world » (disponible à l'adresse www.iom.sk/en/about-migration/migration-in-the-world).

24. Certains aspects du rétrécissement de l'espace dévolu à la société civile engendrent des difficultés particulièrement importantes pour les personnes en déplacement et les défenseurs œuvrant pour leur cause. Par exemple, le fait de qualifier les défenseurs d'« agents étrangers » alimente les discours selon lesquels les personnes en déplacement et leurs alliés représentent une menace séditeuse. De même, les règles de financement de certains pays limitent souvent l'accès des personnes en déplacement à leurs propres ressources ou à d'autres ressources à l'étranger. Bon nombre d'État se plaignent du « fardeau » inéquitable créé par les personnes en déplacement, tout en restreignant l'accès au financement étranger que les défenseurs pourraient utiliser pour mieux atténuer certaines des difficultés auxquelles se heurtent tant les personnes en déplacement que les communautés d'accueil.

25. Le débat sur le rétrécissement de l'espace dévolu à la société civile ne doit pas non plus occulter le fait que la répression des membres de la société civile et des défenseurs des droits de l'homme ne touche pas chacun de la même manière. Certains défenseurs font face à des difficultés et à des dangers depuis bien avant la tendance mondiale récemment observée. Les personnes en déplacement telles que définies dans le présent rapport en tant que défenseurs de leurs propres droits sont privées depuis longtemps du droit de prendre la parole et sont exclues du discours politique en tant qu'étrangers et non-ressortissants. Elles continuent de faire l'objet de menaces et d'actes de violence bien plus souvent que leurs défenseurs et leurs alliés. L'espace dévolu à la société civile a non seulement rétréci, mais est pratiquement fermé aux personnes en déplacement qui cherchent à défendre leurs droits.

V. Causes profondes des violations

26. Outre le rétrécissement de l'espace dévolu à la société civile, il existe une multitude de phénomènes économiques, sociaux et politiques distincts qui expliquent les difficultés auxquels se heurtent les défenseurs des personnes en déplacement. Les mauvais traitements infligés à ces défenseurs sont indissociables de la marchandisation des personnes dont ils défendent les droits, de l'accent mis dans le débat public sur la sécurité plutôt que sur l'humanitaire ainsi que de l'utilisation répressive de la citoyenneté et du statut légal afin de priver les personnes en déplacement des droits qui leur sont reconnus.

A. Marchandisation des migrants

27. Les travailleurs migrants sont une ressource économique tant pour les pays d'accueil, en raison de l'élargissement de leur marché du travail, que pour les pays d'origine, en raison des précieux envois de fonds. La communauté internationale est de plus en plus consciente du lien qui existe entre la migration et le développement. La Banque mondiale, d'autres institutions financières internationales et des instances intergouvernementales internationales telles que le Forum mondial sur la migration et le développement participent activement aux efforts visant à promouvoir l'exportation de la main-d'œuvre et les programmes en faveur des travailleurs migrants temporaires en tant que moyens de développement. Le fait de considérer la question des personnes en déplacement comme une question économique a donné lieu à une série de politiques et de pratiques dans le cadre desquelles ces personnes sont traitées comme de simples marchandises silencieuses à exploiter sur le marché du travail national. Les personnes en déplacement sont peu intégrées sur le marché du travail international ; leur capacité d'exercer leur force de travail pourrait être davantage mise à contribution, étant donné qu'elles fuient le chômage ou le sous-emploi dans leurs régions ou pays d'origine, mais les conditions de cette participation sont restreintes. De fait, elles entrent dans l'économie en étant considérées comme n'importe quel autre intrant dans le processus de production ; leur capacité d'exercer leur force de travail n'est qu'une marchandise.

28. L'une des conséquences majeures de cette marchandisation est la précarité : les autorités ont pour politique de laisser les personnes en déplacement dans une situation temporaire ou incertaine. Ces personnes font face à l'incertitude, à l'impuissance, à la vulnérabilité et au manque. Elles sont exclues de la protection si chèrement gagnée des droits sociaux et des droits du travail en raison de leur non-appartenance. Dans bien des cas,

les régimes d'immigration aggravent et perpétuent la situation précaire dans laquelle elles se trouvent ; par exemple, le statut d'un travailleur migrant au regard de la législation d'immigration est souvent lié à son travail auprès d'un seul employeur individuel, doit être régulièrement réexaminé ou est subordonné à l'appréciation de l'employeur, qui décide si l'employé a « bien » travaillé. Les sociétés d'accueil exploitent ou alimentent la peur que les personnes en déplacement ont d'être repérées, détenues ou expulsées afin de s'assurer qu'elles ne se plaignent pas, ne protestent pas ni ne se mobilisent. Les clandestins en déplacement sont souvent pris au piège, car ils n'ont pas la possibilité de régulariser leur situation, ce qui accroît leur vulnérabilité. La précarité dont souffrent depuis longtemps de nombreuses personnes en déplacement constitue un obstacle tant pour celles-ci, lorsqu'elles défendent leurs propres droits, que pour les défenseurs qui agissent habituellement en leur nom, tels que les syndicats.

B. Mesures sécuritaires face à la migration

29. De plus en plus, la migration est considérée à travers le prisme de la sécurité nationale. Les références faites dans les discours à la « crise » et aux menaces qui pèsent sur la communauté prédisposent les États et d'autres acteurs à réagir immédiatement par des mesures extraordinaires. Le fait de qualifier les personnes en mouvement de problème de sécurité est un acte politique et sert des intérêts particuliers, notamment en conférant une légitimité politique à des actions inhabituelles de l'État et en accordant un soutien aux programmes politiques partisans ; l'ironie dans tout cela est que bon nombre d'individus deviennent des personnes en déplacement parce que leur propre sécurité a été menacée, notamment en raison de la pauvreté économique, de répressions politiques et de conflits armés. Des États optent délibérément pour des mesures sécuritaires face à la migration afin de servir leurs propres objectifs politiques ; par exemple, le Gouvernement hongrois a poursuivi un migrant de la République arabe syrienne pour terrorisme, au motif qu'il avait utilisé un mégaphone pour demander à des policiers de communiquer avec des réfugiés et des migrants à la frontière après avoir jeté trois projectiles sur ces policiers. L'accusation a fait de ce migrant un bouc émissaire dans une question beaucoup plus vaste et a cherché à dépeindre comme dangereuses non seulement les personnes en déplacement mais aussi celles qui s'emploient à défendre leurs droits.

30. On oublie trop souvent que ces mesures, ainsi que les phénomènes associés du nationalisme et de la xénophobie, peuvent elles-mêmes être considérées comme une menace pour l'État, ses intérêts et ses valeurs. La protection des droits des personnes en déplacement peut être l'expression des valeurs fondamentales d'un pays, une manifestation de solidarité avec des alliés et une réponse face à des politiques extrémistes destructrices ; ainsi, si le discours sécuritaire peut être utilisé pour justifier une politique migratoire plus stricte, il peut aussi servir à légitimer la mise en œuvre de mesures extraordinaires en faveur des migrants.

C. Citoyenneté

31. Même si tous les êtres humains ont des droits de l'homme, des États et acteurs privés opèrent bien trop souvent une distinction entre les ressortissants et les non-ressortissants ; dans les débats publics et politiques, cette distinction est reprise, avec les « locaux » qui méritent une attention d'un côté et les « nouveaux arrivants » qui ne la méritent pas de l'autre. Le mouvement international des droits de l'homme (et souvent ses composantes au niveau national) plonge ses racines dans les luttes nationales pour l'indépendance et l'autodétermination. Malgré les déclarations d'universalité, il a traditionnellement trouvé sa force dans le discours qui lie les droits à la citoyenneté et à l'appartenance. Bien qu'un tel discours puisse servir à mobiliser un soutien en faveur des droits de l'homme, cela se fait au détriment des droits des non-ressortissants et d'autres personnes en déplacement qui luttent pour revendiquer leur appartenance. En outre, les lois relatives à la citoyenneté, du fait de leur nature même, sont souvent politisées et rédigées par des groupes dominants. En tant que telles, elles posent fondamentalement problème parce qu'elles servent à priver de leurs droits les groupes non dominants.

32. Comme beaucoup l'ont relevé, le principe de citoyenneté est devenu dans la pratique un vaste dysfonctionnement bureaucratique qui ne cesse de produire des catégories de personnes marginalisées ou exclues de la citoyenneté qui n'ont pas accès aux droits qui en découlent⁵. Il est scandaleux qu'un fossé se soit creusé entre l'idéal d'un renforcement de la démocratie grâce à la citoyenneté et l'exclusion des populations « illégales » des droits et de la protection découlant de la citoyenneté par l'application d'un contrôle de l'immigration souvent brutal et inhumain. Paradoxalement, à l'heure où la citoyenneté devient un outil utilisé pour contrôler et exploiter les personnes en déplacement, les flux financiers ne font quasiment l'objet d'aucune restriction. Néanmoins, l'octroi de la pleine citoyenneté reste la principale revendication des personnes en déplacement et de celles qui militent pour leur cause. Cela peut renforcer la corrélation entre les ressortissants et les non-ressortissants sans qu'il n'y ait de volonté en ce sens. Certains défenseurs des personnes en déplacement, notamment le mouvement des sans-papiers, emploient une stratégie inverse : ils revendiquent la citoyenneté tout en la remettant en question en tant que système de gouvernance et de contrôle. La lutte des défenseurs des personnes en déplacement ne peut et ne doit pas être réduite à un simple plaidoyer pour la citoyenneté, mais être considérée comme une critique à part entière du fondement éthique de la citoyenneté.

VI. Personnes en déplacement en tant que défenseurs des droits de l'homme

33. Les personnes en déplacement peuvent elles-mêmes être des défenseurs des droits de l'homme. Dans certains cas, leur déplacement est causé par des menaces ou des risques liés aux activités qu'elles mènent dans leur pays en tant que défenseurs des droits de l'homme. Dans d'autres cas, les personnes qui sont déjà en déplacement deviennent des défenseurs des droits de l'homme après avoir été victimes ou témoins de violations des droits de l'homme. Dans un cas comme dans l'autre, les personnes en déplacement qui sont des défenseurs se heurtent à des difficultés particulières en raison de leur déplacement, des restrictions dont elles font l'objet et des vulnérabilités qui leur sont propres.

A. Déplacements causés par des violations des droits des défenseurs

34. Les violations des droits de l'homme, qu'il s'agisse de la répression active d'opposants politiques ou d'une privation plus générale des possibilités économiques, sont souvent un facteur de migration. Tout comme les membres de la société dans laquelle ils militent, les défenseurs des droits de l'homme sont victimes de ces violations et dans bien des cas, ils finissent par devenir eux-mêmes des personnes en déplacement pour se protéger contre ces violations. Pour dire les choses plus clairement : certains défenseurs sont forcés de fuir parce qu'ils font l'objet de menaces et d'actes de violence.

35. Comme l'a relevé le Rapporteur spécial dans son précédent rapport (A/HRC/31/55), les initiatives de relogement émanant de la société civile et de l'État ont permis à des défenseurs de s'extraire d'une situation de danger immédiat et de disposer d'un peu de temps de repos et de répit. Dans certains cas, les défenseurs se mettent à l'abri en s'installant ailleurs dans leur pays ; dans d'autres, ils doivent chercher refuge à l'étranger. Les initiatives de relogement peuvent prendre différentes formes, allant d'un accueil d'urgence dans des maisons sûres à un hébergement provisoire proposé par une organisation de la société civile sympathisante en passant par des programmes de foyers municipaux ou l'octroi de bourses d'études en partenariat avec des universités. Dans tous ces cas, les défenseurs des droits de l'homme deviennent des personnes qui se déplacent pour trouver une protection. Ces initiatives gagneraient à bénéficier d'un soutien accru, et les bonnes pratiques devraient être repérées et favorisées, en particulier en ce qui concerne le bien-être psychosocial des défenseurs dans ces situations ainsi que la gestion de la transition, du retour et de l'exil à plus long terme. Les États, le HCR et d'autres acteurs devraient veiller à ce que leurs activités et leurs politiques appuient, plutôt que ne compromettent, une telle approche ascendante de la protection assurée par la société civile elle-même.

⁵ Imogen Tyler, « Designed to fail : A biopolitics of British citizenship », *Citizenship Studies*, vol. 14, n° 1, p. 61 à 74.

36. Nul ne souhaite se retrouver dans une situation où il est contraint de quitter son pays, et cela s'applique aussi aux défenseurs des droits de l'homme. Comme l'a dit l'un des défenseurs consultés par le Rapporteur spécial : « Je n'aime pas l'idée d'être un réfugié. Je ne veux pas quitter mon pays parce que j'ai voulu le rendre meilleur. ». Les défenseurs, comme d'autres, considèrent souvent le déplacement comme une mesure de dernier ressort et malheureusement comme un chemin vers la pauvreté, l'insécurité et l'inutilité. Les mouvements de défense des droits de l'homme peinent à faire entendre les voix des personnes déplacées, et les collègues qui restent considèrent trop souvent ceux qui cherchent refuge à l'étranger avec dédain et méfiance. Même en exil, les menaces émanant des pays d'origine et d'autres auteurs de persécutions peuvent subsister ; la famille, les amis et les collègues qui restent peuvent tous subir des pressions.

37. Les régimes de protection offerts aux personnes en déplacement, notamment le régime international de protection des réfugiés, sont souvent trop incertains et trop individualisés, laissant les défenseurs dans de longues périodes d'insécurité et ne permettant de satisfaire les besoins plus généraux de leurs communautés. Les défenseurs en exil acceptent souvent des emplois peu qualifiés pour tenter de reconstruire leur vie, ce qui les oblige souvent à abandonner leurs droits de l'homme. Dans de telles circonstances, il ne s'agit pas seulement d'une défaite personnelle pour les défenseurs mais aussi pour l'ensemble du mouvement de défense des droits de l'homme, étant donné que les connaissances, les ressources et le savoir-faire précieux de ces personnes se perdent. Bien que les directives nationales et régionales relatives à la protection des défenseurs des droits de l'homme offrent souvent des moyens propres à faciliter la protection internationale des défenseurs en danger à l'étranger, en pratique, l'application de cette protection est lente et guère contraignante. Les régimes de visa d'État font également obstacle aux initiatives de réinstallation temporaire à l'étranger émanant de la société civile. Les États peuvent purement et simplement interdire la délivrance de visas à certaines nationalités ou décourager les institutions de la société civile de participer à de telles initiatives, par exemple en instaurant de lourdes procédures, qui font de la réinstallation au moyen de ces initiatives une réponse inadéquate face à une menace urgente, ou en imposant des frais élevés aux demandes de visa. Les politiques en matière de visa peuvent également être discriminatoires envers les défenseuses des droits de l'homme qui cherchent à se réinstaller temporairement avec leur famille.

38. Trop souvent, les défenseurs des droits de l'homme qui fuient en exil se voient refuser l'enregistrement par le HCR ou des États pendant des mois, des années, voire indéfiniment, et font face à des décideurs qui ne connaissent pas les fondements de leurs griefs en tant que défenseurs des droits de l'homme en danger. Les décideurs ne reçoivent que rarement des orientations précises et une formation sur la manière de répondre aux demandes de protection des défenseurs des droits de l'homme en danger. Seules quelques décisions d'asile dont il a été fait état mentionnent les défenseurs ; dans les décisions d'asile, il n'est fait référence que sporadiquement à la situation des défenseurs des droits de l'homme dans leur pays d'origine, et le HCR n'a publié aucune directive mondiale sur la protection des défenseurs des droits de l'homme en danger au titre du régime international de protection. L'incertitude provoquée à la fois par l'absence de statut et par la procédure de détermination du statut de réfugié peut être atténuée si le HCR et les États s'engagent à procéder rapidement à un enregistrement, suivi d'une prise de décisions juste et précise concernant leur statut.

B. Poursuite des activités relatives aux droits de l'homme après un déplacement

39. Lorsque des défenseurs des droits de l'homme se déplacent, leur capacité de conserver leur rôle d'intermédiaire et de poursuivre leurs activités en faveur des droits de l'homme est entravée et mise à mal, notamment parce qu'ils sont plus vulnérables, que leurs droits en tant que défenseurs des droits de l'homme sont restreints et, dans certains cas, qu'ils sont exposés à des risques accrus, même en exil.

1. Vulnérabilité en tant que personnes en déplacement

40. Les personnes en déplacement font face à de nombreuses restrictions. Souvent, elles ne bénéficient que d'un statut provisoire dans le pays d'accueil ou sont contraintes de vivre dans la clandestinité, constamment menacées d'arrestation, de détention et de déportation. Elles font aussi fréquemment l'objet de restrictions en ce qui concerne l'emploi qu'elles peuvent chercher et les lieux où elles peuvent vivre ou se rendre. Elles peuvent être isolées de leur communauté d'accueil par des différences culturelles et linguistiques et il arrive qu'elles n'aient ni capital social ni réseau relationnel dans leur nouveau foyer. Tous ces facteurs compliquent considérablement la poursuite des activités d'un défenseur en exil ; par exemple, des défenseurs qui ont fui l'Afrique centrale pour se réfugier en Ouganda ont dit se sentir isolés à la fois des défenseurs des droits de l'homme et des mécanismes de protection des réfugiés car ils étaient d'un autre pays ou d'une autre région d'origine et ne maîtrisaient pas suffisamment bien la langue locale.

41. En règle générale, les personnes en déplacement, en particulier celles en situation précaire (telles que les travailleurs migrants temporaires ou les demandeurs d'asile), ne protestent pas ou ne se mobilisent pas contre l'exploitation qu'elles subissent, car elles craignent d'être victimes de représailles de la part des organismes humanitaires, des agents de recrutement, des employeurs et de l'État ; elles ne peuvent pas se permettre de ne pas obtenir le statut de réfugié, d'être licenciées, d'être renvoyées chez elles ou d'être frappées d'une interdiction de travailler à l'étranger à l'avenir, car cela mettrait un terme au projet de migration dans lequel elles ont déjà tant investi. Les défenseurs qui ont fui leur pays d'origine risquent tout particulièrement d'être refoulés, car leur pays peut s'employer à faire revenir les dissidents, soit officiellement, par des pressions diplomatiques, soit officieusement, par les activités, à l'étranger, d'agents de sécurité de l'État.

42. Les défenseurs qui poursuivent leurs activités en exil souffrent d'un manque de protection chronique. Les personnes en déplacement peuvent être victimes, de la part de la police et des représentants de l'État, de la même xénophobie et de la même hostilité que celles qui touchent les communautés d'accueil ; il arrive que les défenseurs en exil n'aient ni le réseau relationnel, ni le capital social, ni la connaissance locale des politiques et des pratiques voulus pour veiller à ce que les autorités locales les protègent. Le HCR et les organismes humanitaires, à qui ces défenseurs en appellent souvent, peuvent, au mieux, considérer que ces derniers ont une importance toute relative et, au pire, qu'ils ne méritent pas d'avoir un statut particulier ou de bénéficier de services. Le HCR est sollicité à l'excès pour ce qui est de ses activités de protection et les défenseurs en exil peuvent avoir des difficultés particulières à bénéficier d'une protection car beaucoup pensent que le risque qu'ils courent leur est imputable, ne concerne qu'eux, et, de ce fait, mérite moins qu'on s'en occupe. Les défenseuses des droits de l'homme risquent tout particulièrement de ne pas être protégées.

43. Nombre de ces personnes vivant dans l'insécurité chronique refusent, en conséquence, de faire connaître leur situation, même si, en raison du besoin constant qu'ont les médias d'« histoires de personnes », il est rare que le sujet soit traité sans être axé sur un récit personnel. Cette situation a pour effet de paralyser le débat public sur le traitement des personnes en déplacement. Les vulnérabilités des défenseurs en exil peuvent les amener à perdre la maîtrise de leur histoire, même quand ils travaillent avec des journalistes ou des défenseurs des droits de l'homme locaux pleins de compassion. Les conditions dans lesquelles ils se trouvent, en particulier s'ils sont détenus, peuvent les priver de leur dignité et biaiser le débat populaire sur leur situation. Comme un défenseur travaillant dans des conditions extrêmement difficiles en a informé le Rapporteur, « ils ont essayé de me supprimer parce qu'ils savaient que si l'on me voyait sous cet angle, les choses seraient différentes... Si les autres m'avaient accordé plus tôt le respect que je mérite, j'aurais pu opposer une résistance bien plus obstinée, j'aurais pu me battre avec bien plus d'acharnement ». D'une manière plus générale, les personnes en déplacement ne prennent souvent pas assez part aux décisions qui déterminent les histoires qui devraient être publiées, les récits qui devraient être présentés et les images qui devraient être utilisées. Les défenseurs des personnes en déplacement doivent accepter de discuter de la dimension éthique de leur pratique et d'écouter et d'encourager les voix des défenseurs en exil.

2. Restrictions des droits des personnes en déplacement

44. La capacité des personnes en déplacement de manifester en s'exprimant et en s'associant librement et en participant à des réunions pacifiques est trop restreinte. Par exemple, selon les dispositions de l'article 7 de la loi de Singapour relative à l'ordre public (Public Order Act) révisée récemment, une réunion publique peut être interdite si elle suppose la participation d'une personne qui n'est pas ressortissante de Singapour. Cette loi a contraint les organisateurs de mettre sur pied ce qui s'avère être des points de contrôle de l'immigration aux entrées des espaces de manifestation et a amené le quart des résidents de Singapour, qui ne sont pas ressortissants, à garder le silence sur des questions relatives à leur quotidien dans ce pays. En clair, rien ne justifie, en droit international, que des non-ressortissants soient complètement privés de leurs droits de réunion.

45. Souvent, les revendications des personnes en déplacement, en particulier de celles en situation irrégulière, ne sont pas reconnues dans la législation locale du travail et sont traitées tellement lentement que les personnes en déplacement sont contraintes d'accepter des règlements à l'amiable ou de retirer leurs plaintes. Dans certains pays, contrairement à ce que prévoient les normes internationales relatives au travail, les citoyens ont effectivement un accès limité à la négociation collective et à l'affiliation à un syndicat.

46. Les défenseurs des droits de l'homme qui sont contraints de se déplacer ont souvent des difficultés supplémentaires à participer à des discussions et à des consultations internationales. La poursuite de leurs activités en exil est liée au fait qu'ils continuent d'appartenir et de participer à des mouvements et à des organisations régionales et internationales. Néanmoins, il arrive qu'ils ne puissent pas participer pleinement aux réunions et activités de plaidoyer, y compris devant le Conseil des droits de l'homme, en raison de restrictions concernant les visas ou de l'impossibilité à renouveler leurs documents de voyage périmés. Les défenseurs des droits de l'homme en exil sont aussi visés de manière disproportionnée par des contrôles à la sortie de leur pays de résidence, qui peuvent donner lieu à des sanctions si les autorités découvrent qu'ils sont en situation irrégulière ou à une interdiction de retour.

3. Vulnérabilité particulière de certains défenseurs en exil

47. Certains défenseurs en déplacement sont exposés à des risques encore plus grands en raison d'un aspect de leur identité ou des questions sur lesquelles ils travaillent. Les défenseurs des droits de l'homme contraintes de fuir se heurtent souvent à un dilemme : elles sont particulièrement vulnérables et s'exposent à une stigmatisation sociale démultipliée si elles fuient seules mais, si elles s'exilent avec leurs enfants, leur voyage peut devenir encore plus difficile et leur capacité de poursuivre leurs activités de défense des droits de l'homme sera presque assurément mise à mal. Les défenseurs LGBTI (lesbiennes, gays, bisexuels, transgenres et intersexes) peuvent aussi être particulièrement vulnérables en exil, notamment lorsqu'ils se trouvent dans des camps de réfugiés, où leur orientation sexuelle et leur identité de genre entraînent une stigmatisation sociale et des risques et où la promiscuité généralisée les empêche de préserver le secret sur leur identité. Les représentants de l'État, les organismes humanitaires et même les défenseurs dans la nouvelle communauté d'accueil peuvent être indifférents aux vulnérabilités particulières des défenseurs en déplacement, voire ouvertement hostiles à ces derniers.

48. Le recours fréquent de certains États aux dispositions de cessation du statut de réfugié paralyse les défenseurs des droits de l'homme en exil et les empêche de poursuivre leurs activités. De telles mesures entravent les moyens d'action des défenseurs en exil et créent des obstacles inutiles à leurs activités en faveur de leurs communautés. Les défenseurs des droits de l'homme qui protestent contre leur traitement ou celui d'autres personnes en déplacement s'exposent souvent à des représailles, dont la perte de leur statut, l'expulsion des camps de réfugiés et le refus d'accéder à la réinstallation.

49. Certaines personnes en déplacement sont particulièrement vulnérables en raison de leur situation dans leur nouveau lieu de résidence. Les employés de maison logés sur place, qui, dans bien des pays, sont exclusivement des migrants internationaux, sont surveillés de très près, ne sont pas maîtres de leur vie et sont particulièrement vulnérables face aux pressions, situation qui est exacerbée par le fait qu'ils sont isolés les uns des autres, qu'ils

sont très dépendants de leurs employeurs, qu'ils travaillent chez celui-ci et que leur liberté de circulation fait l'objet de restrictions. En outre, les domestiques migrants qui essaient de défendre leurs droits risquent des représailles qui peuvent immédiatement les priver de leur statut et, en même temps, de leur logement.

VII. Défense des droits des personnes en déplacement

50. Les personnes en déplacement comptent de nombreux alliés, anciens et nouveaux. Avec l'augmentation du nombre de personnes en déplacement, une proportion croissante de défenseurs s'emploient à remédier aux violations des droits de l'homme auxquelles elles se heurtent. Malheureusement, les défenseurs des personnes en déplacement rencontrent aussi un certain nombre d'obstacles : la difficulté à accéder aux personnes en déplacement et aux lieux où des violations des droits de l'homme sont commises contre eux ; la criminalisation et la stigmatisation de leurs travaux et des personnes en déplacement ; et la participation croissante d'acteurs non étatiques à des violations contre des personnes en déplacement.

A. Accès insuffisant aux personnes en déplacement

51. Les personnes en déplacement sont souvent contraintes de se mettre en danger quand elles transitent par des zones frontalières militarisées ou qu'elles traversent des mers dangereuses. Selon les informations disponibles, l'année dernière, plus de 5 000 personnes en déplacement ont perdu la vie au cours d'une migration internationale. Malheureusement, les défenseurs qui cherchent à aider les personnes en déplacement dans les endroits mentionnés s'exposent souvent eux-mêmes à des risques. Certains ont été accusés de trafic alors qu'ils essayaient de secourir des réfugiés en haute mer, ou ont fait l'objet d'un nombre croissant de restrictions réglementaires.

52. L'accès aux personnes en déplacement dans les zones frontalières est souvent surveillé par des autorités militaires, qui sont incapables de répondre aux besoins de ces personnes dans ces zones et, en même temps, restreignent l'accès à ces personnes et limitent l'acheminement de l'assistance humanitaire qui leur est destinée. Dans plusieurs pays, les autorités ont ordonné que des cantines populaires soient fermées, que des embarcations de sauvetage soient confisquées et que des logements provisoires soient démolis. Elles ont contraint les défenseurs à être accompagnés par des policiers lorsqu'ils travaillaient dans des zones frontalières, atténuant délibérément la démarcation entre l'État et la société civile et portant préjudice à la neutralité perçue des défenseurs. Les défenseurs qui souhaitent apporter, sans la permission de l'État, une aide humanitaire aux personnes en déplacement dans ces régions s'exposent à des poursuites (alors même que ces poursuites vont entraîner des souffrances et que le droit international des droits de l'homme prévoit clairement des protections pour de telles activités). En Italie, par exemple, des défenseurs travaillant dans des zones frontalières ont reçu un document appelé *foglio di via*, à savoir un ordre de quitter la ville et de ne pas y revenir pendant un certain temps.

53. Même à l'intérieur d'un État, les personnes en déplacement sont souvent confinées dans des lieux isolés, qu'il s'agisse de camps de réfugiés ou de chantiers de construction, en passant par des camps de travail et des plantations agricoles. Nombre de ces lieux sont situés dans des zones reculées, difficiles d'accès. Les renseignements portant sur l'identité et le lieu de détention des personnes sont souvent cachés aux défenseurs, ou fournis quand ils sont déjà obsolètes. Les employeurs, les propriétaires de terrains privés et les autorités d'administration des camps peuvent restreindre l'accès à ces lieux. Les demandeurs d'asile qui ont besoin du soutien de l'État peuvent être particulièrement vulnérables face aux politiques de dispersion. Même dans les cas où l'accès est autorisé, les défenseurs qui travaillent dans de tels endroits peuvent faire l'objet d'une surveillance renforcée tandis que les personnes en déplacement qui travaillent avec des défenseurs peuvent susciter de la méfiance et se heurter à des représailles. Bien trop souvent, les lieux de détention sont délibérément éloignés de tout afin de mettre les personnes en déplacement dans une situation encore plus précaire et de les isoler des

communautés qui leur viennent en aide⁶. Dans les cas extrêmes, un lieu de détention peut être situé en pleine mer (comme c'est le cas en Australie), sur une île éloignée des côtes ou même en dehors du territoire de l'État. Les procédures judiciaires se déroulent même parfois dans les centres de détention, ce qui empêche également les défenseurs des droits de l'homme, y compris ceux qui sont prêts à fournir des conseils et une représentation juridiques, de se rendre auprès des personnes en déplacement.

B. Incrimination et stigmatisation des défenseurs des personnes en déplacement

54. En général, les défenseurs qui s'occupent des problèmes que rencontrent les personnes en déplacement font beaucoup plus souvent l'objet de poursuites et de restrictions que les autres membres de la société civile. Les États ont de plus en plus recours à la pratique préoccupante consistant à exiger, d'une part, que les défenseurs qui travaillent dans certaines zones géographiques abritant un nombre important de personnes en déplacement ou se trouvant à proximité de postes frontière soient enregistrés auprès de la police et, d'autre part, que les activités de ces défenseurs soient supervisées et surveillées par les autorités de l'État. Même en dehors de ces zones, des défenseurs ayant aidé des personnes en déplacement et exprimé leur solidarité à leur égard se sont exposés à des poursuites. Si de telles poursuites sont souvent prévues par la législation nationale, elles peuvent aussi être énoncées dans des règlements locaux qui visent à empêcher les défenseurs d'aider les personnes en déplacement ou à interférer de quelque autre façon avec les activités des défenseurs.

55. En raison de la clandestinité dans laquelle se trouvent certaines personnes en déplacement, les défenseurs qui travaillent avec elles peuvent être accusés d'accueillir des personnes en situation irrégulière ou de contribuer de toute autre façon à leur présence irrégulière dans le pays. Certains défenseurs (comme Helena Maleno Garzón) ont même été accusés de l'infraction de traite, en raison de leur combat contre des pratiques illégales, telles que les « refoulements à chaud », et de leur solidarité à l'égard des personnes en déplacement⁷. Le simple fait de donner du thé et des biscuits à un migrant clandestin a entraîné des poursuites pénales. Ces dernières ont un effet dissuasif, car elles amènent les organisations de la société civile ordinaires et les particuliers à hésiter davantage à interagir avec des personnes en déplacement ou à s'occuper de leurs problèmes. Dans certains États, la loi prévoit l'imposition de lourdes peines aux lanceurs d'alerte qui révèlent des informations sur les mauvais traitements infligés aux personnes en déplacement. Une loi de ce type est incompatible avec l'éthique personnelle et professionnelle des sujets de droit et enfreint clairement la liberté d'expression garantie par le droit international des droits de l'homme.

56. L'incrimination des défenseurs des personnes en déplacement accentue la stigmatisation sociale qui pèse sur les personnes en déplacement et sur leurs alliés. Un défenseur en Italie a fait remarquer que la criminalisation de la solidarité menaçait d'encourager, dans l'opinion publique et parmi les forces politiques, l'indifférence vis-à-vis des migrants et des réfugiés, voire des positions ouvertement racistes et nationalistes. Cette incrimination a pour objectif d'ôter toute légitimité aux travaux des défenseurs et met en péril leurs activités en décourageant les donateurs privés et les bénévoles. Dans un environnement aussi hostile, il importe que les bailleurs de fonds aient conscience des difficultés rencontrées par les défenseurs et qu'ils adoptent des mécanismes de financement flexibles et adaptés. Souvent, dans le cadre des mesures visant à décourager les personnes en déplacement, les États ont réduit le financement accordé à des associations de la société civile qui travaillaient avec des personnes en déplacement et plus particulièrement des organisations visant à lutter contre le racisme et la xénophobie et des centres juridiques aidant les personnes en déplacement à faire valoir leurs droits.

⁶ Lauren Martin, « La rétention des non-citoyens : les stratégies spatiales productrices de la précarité des migrants dans le système US de contrôle de l'immigration et des frontières », *Annales de géographie*, vol. 702-703, n° 2 (2015), p. 231 à 247.

⁷ Fédération internationale des ligues des droits de l'homme (FIDH), #Defending Maleno, communiqué de presse, 4 décembre 2017.

57. À certains endroits, l'opprobre associé aux personnes en déplacement a été activement combattu par des institutions respectées au niveau local, dont des personnalités et des organisations religieuses. Les autorités religieuses du monde entier ont condamné la montée de la xénophobie et ont appelé instamment leurs ouailles à apporter sans restriction une assistance aux personnes en déplacement, indépendamment de leur origine culturelle, religieuse et ethnique. Des autorités religieuses locales ont accueilli des personnes en déplacement et ont publiquement soutenu leurs voyages vers un pays plus sûr. On peut citer, à titre d'exemple, les activités menées par l'Église catholique le long de la frontière sud du Mexique, où elle apporte une assistance aux migrants pour répondre à leurs besoins humanitaires tout en atténuant leur marginalisation et leur stigmatisation. En Australie, la campagne « Let them stay » (laissez-les rester) a été l'expression d'une coalition qui s'est appuyée sur la vaste communauté des membres d'organisations religieuses et a utilisé les infrastructures locales de ces organisations.

58. Étant donné que les migrants en situation irrégulière et vulnérables ne font pas partie de la communauté politique locale, ils n'ont aucune place dans la vie politique, loin s'en faut, et ils osent rarement protester. Face au sentiment d'hostilité vis-à-vis de l'immigration de plus en plus marqué dans le discours politique, c'est souvent l'appareil judiciaire qui est le plus à même de protéger les droits des migrants. L'accès à la justice devient un facteur clef pour sanctionner les auteurs de violations des droits de l'homme et réduire la vulnérabilité des migrants.

C. Intervention d'acteurs non étatiques

59. Comme pour le reste de la société, les personnes en déplacement interagissent avec des particuliers et des sociétés dans tout un ensemble de domaines, dont le logement et l'emploi, par l'intermédiaire de services bancaires. Ces échanges peuvent donner lieu à des abus, des ruptures de contrat et des cas d'exploitation, qui accentuent encore la vulnérabilité de ces personnes. Les migrations internationales sont à tous égards une entreprise difficile. Ainsi, de nombreuses personnes en déplacement ont souvent recours à des passeurs pour traverser les frontières. Même les travailleurs migrants en situation régulière doivent souvent obtenir des visas auprès de recruteurs privés agréés par l'État. Les personnes en déplacement se heurtent souvent à des difficultés lorsqu'elles cherchent à obtenir réparation pour ces mauvais traitements, en particulier lorsque l'accès à des voies de recours est subordonné à une situation migratoire régulière ou prend beaucoup de temps.

60. Les défenseurs des personnes en déplacement peuvent également être exposés à des dangers et à l'exploitation du fait de l'implication de la criminalité organisée, notamment dans le transport des personnes en déplacement. La mafia et d'autres réseaux criminels se livrent à l'exploitation de groupes de personnes en déplacement, tandis que les défenseurs qui cherchent à dénoncer ces activités criminelles sont privés d'une protection adéquate, en particulier lorsqu'ils sont eux-mêmes en déplacement. Au Mexique, les personnes en déplacement sont exposées à des actes de violence, d'extorsion et de traite de la part de groupes criminels : « Bien peu parviennent à la frontière sans avoir subi des atteintes à leurs droits fondamentaux ; beaucoup disparaissent sur le chemin et ne sont jamais retrouvés »⁸. En Italie, les personnes en déplacement qui cherchent à résister à la traite peuvent faire l'objet de terribles exactions⁹. Des trafiquants ont menacé et tué des défenseurs qui cherchaient à dénoncer leurs activités, alors que les victimes de la traite qui cherchent à dénoncer ou à poursuivre les trafiquants risquent de longues périodes de détention dans des résidences protégées, n'ont aucune certitude quant à leur statut migratoire et peuvent subir des menaces visant leur famille et leur communauté qui les empêchent de retourner dans leur pays d'origine.

61. Les relations contractuelles avec les acteurs non étatiques peuvent également restreindre la capacité des personnes en déplacement de défendre leurs droits. Des contrats de travail privés peuvent prévoir l'interdiction pour les personnes en déplacement de se

⁸ Amnesty International, « La guerre menée par le Mexique contre les migrants », 21 août 2015.

⁹ Lorenzo Tondo et Annie Kelly, « Raped, beaten, exploited: the 21st-century slavery propping up Sicilian farming », *Guardian*, 12 mars 2017.

livrer à des activités politiques, d'exercer leur liberté d'expression ou de participer à des réunions pacifiques. Bien que ces contrats soient de nature privée, l'État a un rôle important et fondamental à jouer pour interdire ces restrictions et rejeter leur validité en tant que clauses contractuelles conformes au droit national.

62. Des acteurs non étatiques contribuent de plus en plus à la réglementation applicable aux personnes en déplacement et aux défenseurs qui militent en leur faveur. Les États externalisent certaines de leurs fonctions essentielles dans le domaine des migrations, y compris la vérification des documents de voyage, la fourniture de logements sociaux et, dans certains cas, la gestion des centres de détention. Ces pratiques exposent les personnes en déplacement et leurs alliés à toute une série de nouveaux dangers et difficultés. Cette externalisation restreint souvent l'accès des défenseurs à l'information, dans la mesure où les acteurs non étatiques ne sont pas visés par la législation et les politiques régissant la liberté de l'information. La participation d'acteurs non étatiques peut également limiter la capacité des défenseurs de saisir la justice pour demander réparation. En écartant l'État, l'externalisation empêche de recourir aux méthodes habituelles de responsabilisation et de mobilisation en faveur des défenseurs des droits de l'homme. Les acteurs privés réagissent aux activités de plaidoyer menées par les défenseurs des personnes en déplacement en engageant à leur encontre des poursuites pour diffamation, qui relèvent en fait d'une stratégie contre la mobilisation publique visant à censurer, à intimider et à faire taire leurs détracteurs.

VIII. Instaurer un environnement propice à la défense des droits des personnes en déplacement

A. Conclusions

63. Les défenseurs des personnes en déplacement s'efforcent de traduire dans les faits les engagements de la communauté internationale en faveur de ces personnes. Comme indiqué dans le rapport du Secrétaire général sur la gestion des déplacements massifs de réfugiés et de migrants (A/70/59) (avant l'adoption de la Déclaration de New York), « La société civile s'est illustrée par un formidable élan de soutien et, dans chaque région, de très nombreuses personnes ont spontanément accueilli les nouveaux arrivants, leur ouvrant littéralement les portes de leur maison. [...] Ces exemples positifs peuvent servir de base à une action collective renforcée. ». Bien que le nombre de personnes en déplacement augmente, les États restent trop souvent hostiles à la circulation transfrontière, qu'elle soit interne ou internationale. L'hostilité des États envers les personnes en déplacement et leurs défenseurs découle à la fois du désir de maximiser le développement économique par la marchandisation des personnes en déplacement, de l'accent mis sur la sécurité dans les débats sur tous les types de migration et du caractère problématique de la question de la citoyenneté dans les discours sur les droits.

64. Dans une communication adressée au Rapporteur spécial, le Gouvernement grec a insisté sur l'importance de la situation des défenseurs des personnes en déplacement, étant donné que, dans la plupart des cas, les personnes en déplacement, qui ne disposent ni du droit de vote ni d'autres moyens de faire entendre leur voix, dépendent tout particulièrement des militants et des défenseurs des droits de l'homme pour faire connaître leurs préoccupations. Les défenseurs de personnes en déplacement sont souvent moins visibles que d'autres types de défenseurs des droits de l'homme pour de multiples raisons, dont les lieux où ils mènent leurs activités et la marginalisation que connaissent les personnes en déplacement. Du fait des autres responsabilités ou professions qu'ils exercent, ils peuvent préférer ne pas être perçus comme des défenseurs des droits de l'homme qui travaillent avec des personnes en déplacement. Ils peuvent se considérer comme médecins, travailleurs humanitaires ou militants du mouvement de défense des droits des réfugiés plutôt que comme défenseurs des droits de l'homme.

65. Les difficultés auxquelles font face les défenseurs vont de pair avec celles rencontrées par les personnes dont ils défendent des droits, ne serait-ce que parce que bon nombre de ces défenseurs sont également des personnes en déplacement. De la même manière que les personnes en déplacement se heurtent souvent à des politiques conçues pour créer un environnement hostile, les militants qui font preuve de solidarité à l'égard de ces personnes ou défendent leurs droits font face à un nombre croissant de restrictions et de contrôles. Ces difficultés s'accumulent les unes aux autres, ce qui crée une spirale de la marginalisation et donne lieu à des obstacles toujours plus grands à l'exercice effectif de leurs droits. Il convient d'aborder ces restrictions et contrôles dans le cadre des discussions en cours sur les droits des personnes en déplacement et sur des approches viables de la migration. Le rôle des défenseurs des droits de l'homme qui militent pour les droits des personnes en déplacement doit être au cœur des engagements renouvelés en faveur de ces personnes, ainsi que des plans d'action et des régimes de surveillance les concernant.

B. Recommandations

66. Le Rapporteur spécial recommande aux États de :

- a) Prendre toutes les mesures nécessaires pour protéger le droit à la vie, à la liberté et à la sécurité des personnes en mouvement et de ceux qui défendent leurs droits ;
- b) Reconnaître publiquement l'importance du rôle des défenseurs des personnes en déplacement et la légitimité de leurs activités ; et condamner publiquement tous les cas de violence, de discrimination, d'intimidation ou de représailles à leur encontre, et souligner que de telles pratiques ne sauraient être justifiées ;
- c) Permettre à toute personne de promouvoir et de protéger les droits de l'homme, quel que soit son statut migratoire ; les personnes en déplacement et ceux qui défendent leurs droits en particulier devraient notamment être en mesure d'exercer leur droit à la liberté d'information, à la liberté d'expression, à la liberté d'association et à la liberté de réunion ;
- d) Veiller à ce que les auteurs de crimes contre les personnes en déplacement et celles qui défendent leurs droits, y compris les employeurs, les responsables de l'application des lois, les trafiquants et les membres de groupes criminels, soient tenus responsables de leurs actes et traduits en justice ;
- e) En ce qui concerne le sauvetage des personnes en mer en particulier, respecter les dispositions juridiques prévues notamment par la Convention internationale pour la sauvegarde de la vie humaine en mer, la Convention internationale sur la recherche et le sauvetage maritimes et à la Convention des Nations Unies sur le droit de la mer ; veiller à ce que nul ne soit poursuivi pour avoir secouru des personnes en mer et s'assurer que les capitaines de navires battant leur pavillon respectent les règles relatives au sauvetage en mer ; et autoriser les navires en détresse à chercher refuge dans leurs eaux et accorder au moins temporairement l'asile aux personnes à leur bord ;
- f) Veiller à ce que tous les défenseurs des droits de l'homme en exil bénéficient de l'interdiction du refoulement vers un danger de persécution, conformément à la Convention relative au statut des réfugiés, à d'autres instruments internationaux et au droit international coutumier ;
- g) Veiller à ce que des mécanismes nationaux de protection des défenseurs des droits de l'homme en danger soient accessibles aux défenseurs des personnes en déplacement, notamment en améliorant la formation des fonctionnaires concernés et en informant lesdits défenseurs ;

h) Veiller à ce que les régimes de visa ainsi que les autres politiques et pratiques en la matière ne compromettent pas les initiatives internationales de relogement provisoire destinées aux défenseurs des droits de l'homme, et mettre pleinement en œuvre des politiques prévoyant des visas humanitaires pour les défenseurs des droits de l'homme en danger ;

i) Veiller à ce que les personnes en déplacement et celles qui défendent leurs droits aient accès à la justice et à des voies de recours efficaces par l'intermédiaire des cours, tribunaux et mécanismes de règlement des différends à l'échelon national, quel que soit leur statut migratoire ; veiller à ce qu'elles ne soient pas menacées ou susceptibles d'être arrêtées, placées en détention ou expulsées lorsqu'elles signalent des délits, des violations du droit du travail et d'autres formes de violation des droits de l'homme ; et s'assurer qu'elles disposent de l'appui nécessaire pour se prévaloir des recours disponibles, en leur donnant un accès effectif à la justice, par l'intermédiaire des cours, tribunaux et mécanismes de règlement des différends nationaux, et à l'aide de syndicats (le cas échéant), d'interprètes et d'une assistance juridictionnelle ;

j) Faire en sorte que les dispositions législatives et administratives nationales et leur application facilitent le travail de tous les acteurs qui apportent une assistance humanitaire aux personnes en déplacement et en défendent les droits fondamentaux, en évitant notamment que leurs activités soient incriminées, stigmatisées, freinées, entravées ou restreintes (y compris dans le cadre d'une assistance fournie par des autorités locales, dont des organismes régionaux ou municipaux), en violation du droit international des droits de l'homme.

67. Les États qui proposent une réinstallation devraient reconnaître combien il est important d'apporter une solution durable aux personnes en déplacement qui subissent des menaces graves ou courent un danger imminent parce qu'elles défendent les droits de l'homme, en leur donnant accès à la réinstallation d'urgence et en leur offrant davantage de possibilités de réinstallation en général.

68. Le Rapporteur spécial recommande aux organismes, fonds et programmes des Nations Unies, et aux organisations apparentées, dont le Conseil des droits de l'homme, y compris les titulaires de mandat au titre de procédures spéciales, le Programme des Nations Unies pour le développement, le HCR et l'Organisation internationale pour les migrations de reconnaître publiquement le rôle important que jouent les défenseurs des personnes en déplacement et la légitimité de leurs activités.

69. Les titulaires de mandat au titre des procédures spéciales du Conseil des droits de l'homme devraient être plus attentifs aux difficultés des personnes en déplacement, en assurant notamment un meilleur suivi du nombre de communications reçues à ce sujet.

70. Le HCR devrait établir des principes directeurs en matière de protection internationale dans lesquels serait consacré le droit des personnes en déplacement à promouvoir et à protéger leurs propres droits et ceux d'autrui, et faire en sorte que son personnel soit bien formé à ces principes directeurs et à la manière dont ces droits devraient être protégés (en veillant notamment à ce qu'il ait connaissance de la Déclaration sur les défenseurs des droits de l'homme), en particulier dans les camps et dans le cadre des activités de plaidoyer en faveur du HCR.

71. Le Rapporteur spécial encourage les institutions nationales des droits de l'homme à :

a) Veiller à ce que la situation des défenseurs des personnes en déplacement soit pleinement prise en compte dans le suivi de la situation des droits de l'homme ;

b) Reconnaître publiquement et soutenir les activités des défenseurs des personnes en déplacement.

72. Le Rapporteur spécial recommande également aux organisations régionales et internationales, dont l'Organisation pour la sécurité et la coopération en Europe, le Conseil de l'Europe, l'Organisation des États américains, l'Union africaine et

l'Association des nations d'Asie du Sud-Est, d'établir de bonnes pratiques et de mettre en commun celles en vigueur dans les organisations régionales en ce qui concerne l'élaboration de normes relatives au droit de défendre les droits des personnes en déplacement et à ces droits en tant que tels.

73. Les titulaires de mandat au titre des procédures spéciales qui s'occupent de la protection des défenseurs des droits de l'homme devraient être plus attentifs aux préoccupations des personnes en déplacement, en assurant notamment un meilleur suivi du nombre de communications reçues à ce sujet.

74. Le Rapporteur spécial recommande à la société civile, notamment aux organisations non gouvernementales internationales et locales, aux organisations à base communautaire et aux bailleurs privés et publics de la société civile de :

a) Continuer d'étudier les possibilités de mettre en place des initiatives de relogement provisoire, de les renforcer et de les élargir, tant dans les États de résidence des défenseurs des droits de l'homme en danger qu'au niveau international, par la mise en commun de bonnes pratiques et le renforcement de l'appui apporté à ces initiatives, qui devraient respecter les sept principes qui sous-tendent la protection des défenseurs (voir A/HRC/31/55, par. 111), à savoir être fondées sur les droits, tenir compte de la diversité des défenseurs, prendre en compte les questions de genre, être fondées sur une compréhension globale de la sécurité, être orientées vers la protection des individus et des collectivités, prévoir la participation des défenseurs au choix des mesures de protection, et être modulables afin de répondre aux besoins spécifiques des défenseurs ;

b) Surmonter les obstacles à la poursuite des activités des défenseurs des droits de l'homme qui deviennent des personnes en déplacement et dépendent de la société civile, en adoptant des méthodes de recrutement non discriminatoires et en accueillant ces personnes et leurs organisations dans des réseaux de sensibilisation locaux.

75. Le Rapporteur spécial recommande aux journalistes, aux organisations de médias, aux blogueurs, aux personnes qui militent sur les réseaux sociaux et aux personnes qui s'expriment par des moyens artistiques de publier des informations sur la situation des défenseurs des personnes en déplacement au moyen de nouveaux procédés qui rendent mieux compte de leurs vulnérabilités et de leurs activités.
